

« LES POLITIQUES BRUXELLOIS SONT D'ABORD IMPLIQUÉS DANS LEUR COMMUNE »

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères (MR) fustige l'attitude des autorités régionales, qui n'intègrent pas assez la dimension internationale de Bruxelles. Les explications de Didier Reynders.

ENTRETIEN : MAROUN LABAKI

Etes-vous d'accord pour dire que les Bruxellois ne sont pas fiers d'abriter la capitale de l'Europe et qu'ils utilisent mal l'image internationale de leur ville ?

Oui, souvent on perçoit, à Bruxelles, l'international comme un inconvénient : des perturbations de trafic, des aménagements de territoire, etc. Mais il ne faut pas croire que ce sont les sommets européens qui créent des problèmes de circulation, c'est plutôt la fermeture des tunnels et le manque de réflexion sur une vraie mobilité... Et, en effet, on utilise de manière très faible ce caractère international de Bruxelles et cette marque qu'est devenue notre capitale sur la carte du monde. On sent qu'il n'y a pas un intérêt évident de la part des responsables régionaux bruxellois. Or, nous pourrions bien davantage vendre l'image internationale de Bruxelles pour y attirer des investisseurs, des touristes, tout qui peut venir faire vivre et se développer notre capitale. Dans les missions économiques, j'ai souvent vu le ministre-président flamand, mais peu le ministre-président bruxellois. Surtout, je vois que la Flandre utilise énormément Bruxelles dans sa communication.

Pourquoi ce manque d'intérêt des responsables bruxellois ?

Une des raisons, c'est que la plupart

sont d'abord impliqués dans leur commune, dans leur quartier, plus que dans la politique fédérale ou internationale. Ça m'a toujours frappé : ces dernières années, on a même eu peu de responsables politiques traditionnels bruxellois qui participaient au débat fédéral. C'est un problème. Parce que Bruxelles devient vraiment l'une des grandes capitales. Nous sommes, avec Washington, la capitale où il y a le plus de diplomates au monde, et nous avons le plus grand nombre d'associations. Je vois comment d'autres villes, dans le monde, se battent pour attirer une activité. Mais à Bruxelles, je ne sens même pas une volonté de faciliter les choses. Nous avons beaucoup travaillé par exemple sur les écoles européennes, quand j'étais en charge de la Régie des bâtiments et maintenant comme ministre des Affaires étrangères. Je n'ai pas senti une grande volonté d'aider... Idem avec le projet de pôle universitaire international dans le quartier des casernes, dans lequel l'ULB et la VUB sont engagées. Il y a des campagnes à mener, bien sûr, mais il y a surtout un état d'esprit : intègre-t-on cette dimension internationale dans ce que l'on fait en matière de mobilité, de formation professionnelle, d'urbanisme, ou se replie-t-on sur soi ? Ce sera

l'un des enjeux des prochaines années. Il faudra aussi mieux répartir les rôles de la Région et des communes. Je crois qu'il faudra donner plus de compétences d'organisation d'ensemble à la Région, mais en revoyant les blocages possibles de la part de la minorité flamande... Paris a des arrondissements, Anvers a des districts, etc.

Suggérez-vous que les libéraux bruxellois sont plus ouverts aux dimensions européennes et internationales ?

Non, je crois que c'est toutes formations confondues qu'il y a cette logique d'ancrage très local. Avec des exceptions. Chez nous, je citerais François-Xavier de Donnée et Jacques Simonet. ♦